Un peu plus haut un peu plus loin

Quand Belinda Stronach a quitté le Parti conservateur – et son chum Peter MacKay – pour rejoindre les libéraux de Paul Martin, certains l'ont traitée de putain. Est-ce vraiment ce qui attend les femmes qui s'attaquent à la politique et à son plafond de verre ? Cinq féministes s'ouvrent le cœur.

par **Carole Beaulieu**

De gauche à droite : Anne Bourget, Françoise David, Christiane Gagnon, Fatima Houda-Pepin et Diane Lemieux

Toutes les photos de cet article sont de Suzanne Langevin

Entre les femmes que le vent décoiffe sur le toit d'un édifice de Montréal, le ton est à la blague et la complicité évidente en dépit des différences politiques réelles en matière de Constitution, de réforme du scrutin ou de politiques sociales. Un seul consensus : après un bond prodigieux de 1 % à 32 % en 40 ans, la représentation politique des Québécoises stagne et ce plafond, qui semble indépassable, peut être inquiétant.

C'était pour discuter de cela, entre autres, que *La Vie en rose* a réuni : Diane Lemieux, députée péquiste de Bourget depuis sept ans, ex-ministre de l'Emploi et de la Culture ; Fatima Houda-Pepin, députée libérale de La Pinière depuis 11 ans, première femme issue d'une minorité ethnique à être élue à l'Assemblée nationale ; Christiane Gagnon, de Québec, qui porte depuis 12 ans les couleurs du Bloc québécois à la Chambre des communes ; Ann Bourget, la benjamine, conseillère municipale à Québec depuis 2001 ; et enfin Françoise David, ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec et présidente d'Option citoyenne, le tout dernier parti à émerger sur la scène québécoise.

Toutes se disent féministes. Elles, qui totalisent 35 années de politique partisane, confirment que, s'il n'y a pas de réseau formel de politiciennes, il y a au-delà des lignes de parti des clins d'œil, des alliances, des soupers informels et des consensus ponctuels. Comme le dit la bloquiste Christiane Gagnon : « Ça jase pas mal dans les toilettes des Communes. Sur la guerre en Irak, par exemple, nous avons beaucoup échangé… » Et parfois, elles se sont blessées, dans le brouhaha de la lutte politique. Comme en témoigne le cha-cha-cha des confidences auquel vont se livrer Diane Lemieux et Françoise David… Imaginons donc des toilettes sur le toit.

LVR : Quelle leçon tirez-vous de la façon dont les médias ont couvert la défection de Belinda Stronach ?

D. Lemieux : Les médias n'ont pas traité cela comme un choix stratégique de Paul Martin et de Belinda Stronach. La connotation féminine est arrivée vite. Pourtant, c'était un calcul politique comme il s'en fait des centaines chaque année dans les parlements.

F. David : Je n'accepterai jamais qu'on traite une femme de putain alors qu'un homme, lui, peut changer de parti autant de fois qu'il le veut sans se le faire reprocher. Rappelons-nous toutefois qu'Angela Vautour est passée des néo-démocrates aux conservateurs sans qu'on entende la même chose. L'histoire d'amour Stronach-Mackay attirait visiblement plus les médias. Ça fait vendre !

F. Houda-Pepin : Tout comme le fait que Belinda Stronach est riche, belle, puissante. Mais est-ce qu'on aurait traité un homme de putain parce qu'il est passé d'un parti à un autre ? Alors, Jean Lapierre, qui a quitté le Bloc québécois pour le Parti libéral, est-ce que c'est une putain ? Je n'ai lu ça nulle part.

LVR : En tirez-vous une leçon ?

F. David : Si j'ai pris trois ans à me décider à faire le saut en politique, c'est entre autres parce que je sais ce qui m'attend. Et c'est épeurant. Les gens que j'aime n'ont pas choisi d'aller en politique et de voir leur vie privée étalée au grand jour. On se sent attaqué dans tout ce qu'on est, nos comportements, notre coiffure, nos choix de vêtements. Les hommes aussi, mais c'est plus impitoyable avec les femmes.

A. Bourget: Lorsqu'une femme est jolie, on oublie trop souvent qu'elle a aussi des valeurs, des idées. Il faut redoubler d'ardeur pour avoir autant de crédibilité qu'un homme.
D. Lemieux: La couverture des femmes en politique s'améliore tout de même. Dans les médias, les jeunes sont plus nombreux qu'avant et leur regard n'est pas le même. Les journalistes apprécient aussi les femmes députées et ministres, parce qu'elles font de longues heures et connaissent bien leurs dossiers.

LVR: Depuis 40 ans, la représentation politique des femmes augmente. Il y avait 1 % de femmes en 1962 à l'Assemblée nationale. Il y en a maintenant 32 %. Cela vous rend optimistes?
A. Bourget: Il n'y a pas encore assez de femmes, surtout au niveau municipal. Ce n'est pas vrai que ça augmente lentement mais sûrement.
C. Gagnon: Le fédéral est le niveau le moins attrayant pour les femmes. La route est longue vers son comté. Lors de la dernière élection, j'ai essayé de trouver des candidates. En vain. J'ai bien peur que, lorsque je quitterai mon siège, je serai remplacée par un jeune loup. Pas par une femme.
F. David: Je suis modérément optimiste. J'ai l'impression d'une forte stagnation, d'un plateau qu'on ne dépassera qu'avec beaucoup de travail. Les congrès des fédérations des municipalités sont encore très masculins même si leurs dirigeants souhaitent qu'il en soit autrement. À Option citoyenne, il y a une majorité de femmes. Pourtant, lorsqu'il s'agit d'aller au micro pour s'exprimer ou de prendre une responsabilité, les hommes se présentent plus naturellement. Ce n'est pas une question de compétence. La vie familiale demeure un frein. Ce n'est pas réglé, le partage des tâches! Mais il y a aussi le manque d'estime de soi de nombreuses femmes pourtant archi-compétentes. Elles ne sont jamais tout à fait sûres d'être aussi parfaites qu'elles le voudraient. Et elles n'ont parfois que 25 ou 30 ans!
F. Houda-Pepin: De 1 % à 32 %, c'est quand même une avancée significative! Il faut se rappeler Claire Kirkland-Casgrain, la première femme à siéger à l'Assemblée nationale. Lorsqu'elle est arrivée à Québec, en 1961, pour louer un appartement, il lui a fallu la signature de son mari sur le bail! Ça explique pourquoi son premier geste a été de faire adopter une loi sur le statut juridique de la femme mariée.
D. Lemieux: Il y a moins d'un siècle que les femmes ont le droit de vote. Alors, somme toute, on a parcouru un énorme bout de chemin en peu de temps. Cela dit, il est possible qu'on ait atteint un certain plateau. On est assez nombreuses – un tiers à Québec, un quart à Ottawa – pour faire une différence. J'ai l'intuition qu'au niveau municipal ça va changer. C'est le dernier palier de pouvoir qui n'avait pas atteint toute la maturité démocratique. Sauf dans quelques grandes villes, on trouvait encore jusqu'à tout récemment des relents de *patronage*, de contrats accordés au beau-frère. Les femmes veulent savoir que c'est *clean*.

Ann Bourget:
« On devrait toutes être plus rationnelles, laisser moins de place à nos émotions et ne pas perdre de vue nos stratégies. »

LVR: Vous seriez favorables à des quotas?
F. David: Il y a un grand débat là-dessus dans le mouvement des femmes. Personnellement, je ne crois pas que ce soit nécessaire. Les Québécois sont tout à fait prêts à voter pour des femmes députées, à avoir des femmes ministres et – pourquoi pas? – une femme première ministre. Depuis quelques années, dans bien des partis, on offre à des femmes des comtés gagnants, alors qu'il y a 15 ou 20 ans les femmes devaient se battre pour ne pas se retrouver dans un comté perdu d'avance. Si je voulais faire un peu d'ironie, je dirais que les femmes, c'est vendeur!

Fatima Houda-Pepin:
« L'indépendance ne donnerait pas plus de place aux femmes dans les instances décisionnelles. »

LVR: Est-ce qu'un mode de scrutin proportionnel permettrait de faire élire plus de femmes?
D. Lemieux: On attribue à la proportionnelle beaucoup de vertus qui ne sont pas vérifiées. La ligne de parti… ce n'est pas si mauvais! Quand Lucien Bouchard a dit: « On va adopter la Loi sur l'équité salariale », il y avait des députés et des ministres qui étaient contre et qui ont voté pour. Avant de trop encenser la proportionnelle, il va falloir déboulonner un certain nombre d'idées fausses. À l'étranger, lorsqu'on a vu augmenter la représentation des femmes, ce sont d'autres mesures qui ont fait la différence. Un soutien financier aux candidates, de la part des partis, par exemple. Pour faire campagne, il faut de l'argent.
F. Houda-Pepin: L'Union parlementaire et le Conseil de l'Europe disent que la proportionnelle à elle seule n'apporte pas les correctifs nécessaires pour établir l'égalité entre les hommes et les femmes dans les fonctions électives. Les partis politiques ont un rôle extrêmement important à jouer.
F. David: Personne, parmi ceux qui défendent la proportionnelle, dont je suis, ne dit qu'elle va tout régler sur le plan démocratique ou sur le plan de l'égalité entre les hommes et les femmes. Je ne favorise pas une proportionnelle totale, il y a peu de monde au Québec à prôner ça. Est-ce que la proportionnelle apporte des changements significatifs pour les femmes? Je suis sceptique. Mais les listes ont un avantage: elles rendent très visibles le nombre de femmes candidates et la valeur de leurs comtés.

A. Bourget : Au niveau municipal, on va suivre de près le débat sur la réforme du mode de scrutin au Québec. Je pense qu'il y a une nouvelle formule à trouver pour le municipal. Pourquoi le comité exécutif ne serait-il pas élu selon les besoins en compétence qu'il y a à combler ? Plutôt que d'avoir une masse d'avocats, on pourrait élire des gens compétents en urbanisme, par exemple, ou en environnement.

LVR : Le mouvement féministe et le mouvement indépendantiste ont pris leur envol à peu près à la même époque. Les Québécoises ont-elles besoin de l'indépendance pour améliorer leur condition et leur représentation ?

C. Gagnon : Oui. Parce que si on obtient notre indépendance comme nation, ce sera plus facile pour tout le monde – les hommes comme les femmes – de se sentir indépendant individuellement.

F. Houda-Pepin : Est-ce que les femmes seraient plus et mieux représentées aux instances électives si elles étaient gouvernées par un État unitaire, plutôt que par un système fédéral ? Moi je réponds : non. Le fédéralisme, ce n'est pas un dogme, c'est un système politique dans lequel les femmes du Canada et du Québec ont évolué… Nous l'avons dit tantôt : 32 % de femmes au Parlement, c'est un acquis très important, une avancée significative, et c'est à l'intérieur du système fédéral actuel que cela s'est produit.

D. Lemieux : Je ne dirai pas – ça n'aurait pas de bon sens – que, si le Québec était souverain et indépendant, toutes les femmes deviendraient autonomes financièrement dans la décennie suivante, qu'il n'y aurait plus de violence exercée contre elles. Ce serait ridicule. Mais je suis convaincue qu'un Québec souverain pourrait faire plus. La société québécoise fait face à un déclin démographique et à de sérieux défis de quantité et de qualité de services. On sait qu'il y a une disponibilité financière importante à Ottawa. L'indépendance nous permettrait d'avoir davantage de services, d'être moins éparpillés.

F. David : Je vous répondrai après le 23 octobre[1].

D. Lemieux : Françoise ! La citoyenne a le droit d'avoir une opinion !

F. David : (*long silence*) Non. Vous savez très bien qu'il y a des moments où l'on est avant tout la porte-parole de son parti.

LVR : Si le Canada semble aujourd'hui plus conservateur, il y a eu une époque où c'est lui qui donnait plus de droits aux femmes. Les Québécoises, par exemple, ont été les dernières à obtenir le droit de vote…

C. Gagnon : À Ottawa, on aime bien vanter les mérites des programmes sociaux du Québec, mais, en même temps, on attend trop pour les soutenir financièrement. Le congé parental par exemple, c'est un dossier qui aurait dû être réglé depuis très longtemps.

A. Bourget : Cette influence du Canada anglais, plus ou moins progressiste selon les époques, on l'aurait peu importe le statut du Québec. On est influencé par nos voisins, par les États-Unis, par la planète. Ce ne serait pas différent dans un Québec souverain. Le Québec est en tête de liste des pays progressistes et l'indépendance viendrait accélérer le mouvement.

F. Houda-Pepin : Le Québec peut avoir des législations avant-gardistes et rester dans la fédération. L'équité salariale, on l'a faite sans Ottawa. La place du Québec dans le monde, ça s'est fait dans les années 1960 avec Paul Gérin-Lajoie, qui a affirmé les compétences québécoises sur le plan international… On n'a pas attendu après Ottawa. C'est sûr qu'il y a des frictions. Le Québec est une nation, on n'a pas besoin de se le faire dire.

Françoise David :
« Avoir un Québec progressiste qui s'occupe vraiment des gens, ça ne dépend pas uniquement de la question nationale. »

Le Québec peut promouvoir sa langue, sa culture, son code civil, à l'intérieur d'un système fédéral. Suis-je satisfaite de voir comment fonctionne actuellement le fédéralisme ? Non. Mais l'indépendance ne donnerait pas plus de place aux femmes dans les instances décisionnelles.

F. David : Avoir un Québec progressiste, qui s'occupe vraiment des gens, ça ne dépend pas uniquement de la question nationale. Le Québec a fait des pas de géant sur le plan de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'éducation, de la santé… Mais depuis une quinzaine d'années, on a connu des reculs aussi, en matière de droits du travail, dans la mentalité, dans cet attrait pour la consommation effrénée. Le Québec n'est pas l'endroit le plus conservateur, mais on a vu a des réformes aller dans le sens de l'appauvrissement des plus pauvres. J'ai peur de ce qui va se passer dans nos services publics et ça ne dépend pas d'Ottawa.

LVR : Les groupes de femmes peuvent-ils aider les politiciennes ? Si oui, comment ?

D. Lemieux : Je vais être honnête et vous donner un *scoop*… Je considère que j'ai raté mon passage entre militante féministe et politicienne. Pourtant, je venais des groupes de femmes[2]. J'ai travaillé dans un Centre d'aide aux femmes victimes de violence, je puise encore dans ces expériences-là, que ce soit au niveau local, régional ou national. Mais j'ai raté mon passage.

LVR : Que voulez-vous dire ?

D. Lemieux : J'ai perdu des amies… J'ai vécu des ruptures avec des femmes qui ont été extrêmement importantes pour moi et que j'ai perdues dans ce voyage

[1] Date du congrès d'orientation d'Option citoyenne.

[2] Diane Lemieux a été pendant 10 ans coordonnatrice des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS).

Christiane Gagnon :
« Quand un groupe de femmes nous ferme la porte parce qu'on n'a pas répondu à leurs attentes, c'est comme une claque en pleine face. »

politique. Je les ai carrément perdues. Pour des gestes que j'ai posés ou que je n'ai pas posés… Pour le jugement qu'on a porté sur moi à ce moment-là, le soutien qu'on ne m'a pas donné… Alors j'en parle maintenant. Je me sens émotive. Ça fait six ans, sept ans que je suis là-dedans… Ça ne me paralyse pas, ça ne me traumatise pas, mais ça aurait pu être un succès. Et ça ne l'a pas été. Je ne pouvais pas résoudre tous les problèmes des femmes du Québec simplement parce que je venais d'un groupe de femmes. Pourtant, c'est ce qu'on semblait me demander. C'est criminel de demander autant à une seule personne…

F. Houda-Pepin: Différentes collègues qui ont occupé la fonction de ministre responsable de la condition féminine m'ont toutes dit que cela avait été le calvaire de leur vie. Les groupes de femmes, à tort ou à raison, se reconnaissent dans les femmes qui sont portées au pouvoir. Elles s'attendent à ce que ces femmes-là livrent la marchandise. Mais en politique, à l'intérieur d'un parti, on appartient à une coalition. On cherche des consensus. Et donc on n'arrive pas à répondre à toutes les attentes. Au lieu d'accompagner la personne élue, de se mobiliser pour la soutenir et d'obtenir peut-être 30 % ou 40 % de ce qu'ils veulent, les groupes tirent parfois sur le messager. C'est une relation de dépit-amour. Ça décourage beaucoup de femmes qui portent le dossier de la condition féminine.

F. David: Moi aussi, je vais vous donner un *scoop*… Je me sens directement concernée par ce que Diane a dit. J'étais présidente de la Fédération des femmes lorsqu'elle est devenue députée et ministre. Je ne crois pas que les attentes aient été si démesurées que vous le sentiez, Diane et Fatima. Il faut se rappeler le contexte de ces années-là: Lucien Bouchard est premier ministre, c'est la lutte au déficit, le gouvernement dit oui aux garderies et à l'équité salariale, mais il y a aussi des coupures dans la santé, l'éducation, l'aide sociale, c'est la déréglementation dans l'industrie du vêtement, etc. La présidente de la Fédération et ses collègues luttent contre ce gouvernement. Comme présidente de la FFQ, je me suis fait demander 50 fois plutôt qu'une par des journalistes: « Oui, mais M^me^ Lemieux? Qu'en pensez-vous? » Tout le monde savait, bien sûr, que Diane avait été dans les groupes de femmes, qu'on avait travaillé ensemble… J'ai refusé de répondre 49 fois. Une seule fois, j'ai répondu et je l'ai regretté. On est piégée quand des journalistes tentent de nous soutirer une critique personnelle. Il arrive un moment où on tombe dans le piège…

C. Gagnon: Certaines femmes politiques sont blessées de sentir qu'elles ne font plus partie de la gang… Quand un groupe de femmes nous ferme la porte parce qu'on n'a pas répondu à leurs attentes, c'est comme une claque en pleine face. Face à nos collèges, dans le parti, on perd un peu de poids. J'ai des collègues qui se sont déjà senties mal reçues dans une manifestation féministe. On ne voulait pas voir les politiciennes, on avait peur qu'elles fassent de la récupération. Alors qu'elles étaient là vraiment pour soutenir la cause ou prendre le pouls. Mais on sent un malaise.

A. Bourget: On devrait toutes être plus rationnelles, laisser moins de place à nos émotions et ne pas perdre de vue nos stratégies. Quand on est dans un groupe communautaire, par exemple, il faut continuer de bâtir des stratégies avec les alliés qu'on a aujourd'hui, même si quelques femmes sont dans d'autres arènes ou font de la politique active. Les changements sociaux se font sur de longues périodes.

D. Lemieux: La politique, c'est une question de crédibilité. On a été élue par 30 000 ou 40 000 hommes et femmes, petits employeurs, dépanneurs du coin… On ne peut pas être la personne d'une seule cause…

F. David: Je ne crois pas que le mouvement des femmes s'attende à ce qu'une députée féministe ne s'occupe que des femmes. Je ne veux pas banaliser les difficultés que vous avez vécues, je pressens déjà les distances qui vont se créer… Mais il y a en moi quelque chose qui dit: « Regarde, c'est comme ça que ça marche. » Ben, j'assume! C'est sûr que si on m'interdit d'aller dans une manif, je vais chialer!

Diane Lemieux:
« Je ne pouvais pas résoudre tous les problèmes des femmes du Québec simplement parce que je venais d'un groupe de femmes. »

DE QUOI SONT-ELLES LE PLUS FIÈRES?

Diane Lemieux: d'être restée elle-même.
Françoise David: de la Marche du pain et des roses en 1995.
Fatima Houda-Pepin: d'avoir été la première musulmane à siéger à l'Assemblée nationale.
Christiane Gagnon: d'avoir travaillé à inclure l'excision des fillettes dans le Code criminel.
Ann Bourget: d'avoir osé briguer la succession de Jean-Paul L'Allier à la direction du Renouveau municipal de Québec.

QUELLES SONT LEURS PIRES JOURNÉES?

Ann Bourget: celles « où on est mal citée, où le journaliste ne va pas au fond des choses, questionne notre engagement alors qu'on fait des heures de fou ».
Françoise David: celles « où déception, peine et regrets se mêlent aux objectifs non atteints comme ce fut le cas avec la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 ».
Fatima Houda-Pepin, Christiane Gagnon, Diane Lemieux: ces jours terribles où un chef s'en va, comme Daniel Johnson pour Fatima, comme Lucien Bouchard pour Christiane et Diane qui l'ont respectivement « perdu » au Bloc québécois puis au Parti québécois. « Au-delà des clichés, la politique est une rencontre de personnes, évoque Diane Lemieux. Lucien Bouchard avait été un guide, il m'avait emmenée en politique. Son départ a été très difficile. »

CAROLE BEAULIEU, une collaboratrice régulière de *La Vie en rose*, est aujourd'hui rédactrice en chef du magazine *L'actualité*.